

Une négociation au rabais pour la prévoyance ?

Qu'est-ce que la « prévoyance » ? Les risques prévoyance correspondent à ceux résultant de l'incapacité, de l'invalidité, de l'incapacité et du décès de l'agent. Ainsi les garanties « prévoyance » vous couvrent d'une part, contre les pertes de revenus liées à votre incapacité de travail, invalidité ou invalidité et, d'autre part vos ayants droit en cas de décès.

L'accord signé regroupe l'ensemble des garanties qui couvrent les risques liés à la maladie (Congés de Maladie Ordinaire - CMO, Congés de Longue Durée - CLD - et Congés de longue Maladie - CLM), d'accident, de décès, la mise en retraite pour invalidité et l'invalidité.

La perte d'autonomie (l'incapacité pour une personne d'effectuer par elle-même certains actes de la vie quotidienne) n'est pas incluse dans l'accord Protection Sociale Complémentaire du Ministère Économique et Financier.

La GMF ayant remporté le marché ne dispose pas actuellement et ne souhaite pas développer une offre complémentaire pour couvrir ce risque. Pire, les représentants de la communication de la GMF ont avoué lors du webinaire organisé pour informer les agents que le ministère n'avait même pas essayé de négocier sur ce point.

Cela implique que vous devrez souscrire un contrat complémentaire chez un autre prestataire si vous souhaitez couvrir ce risque !

Et que dire de la participation de l'employeur à minima de 7€, bien en deça des 50%, pour une souscription obligatoire ?

Pour la CGT Finances Publiques 93, c'est inacceptable !

Je s'appelle Alan



Une complémentaire santé dans le flou...

La CGT continue de se battre contre le choix inique du ministère de retenir l'assureur à vocation spéculative ALAN, comme opérateur pour la PSC en matière de santé ; décision contraire à l'intérêt général et des agents, et basé sur une notation incompréhensible. Ainsi, un recours juridique a été déposé cet été et

une pétition rassemblant près de 20 000 signatures sera remise aux ministres de plein exercice.

Notre ministère avait promis une prise en charge de notre mutuelle à hauteur de 50%, comme l'exige la législation dans le secteur privé. Nous pensions que la fonction publique serait enfin considérée à égalité. Mais quelle naïveté !

Ici encore, il faudra mettre la main à sa poche pour avoir une complémentaire santé de qualité. Le socle proposé et remboursé à 50% n'est malheureusement pas à la hauteur des attentes pour une complémentaire de qualité.

Des sujets importants tel que l'accompagnement social des agents et les aides proposées par ALAN dans le cadre de la cotisation additionnelle restent flous. Quels seront les critères réels de sélection des dossiers éligibles ? Alors que nos mutuelles historiques assuraient une écoute et un accompagnement local bienveillant à l'agent, serez-vous en mesure d'utiliser ce fond social d'une manière similaire ?

Autre thématique, nous n'avons toujours pas de réponse de Bercy sur la sécurisation des données santé hébergées par... Amazon (opérateur sélectionné par Alan) et nous sommes impatients de connaître un module détaillé sur la plateforme téléphonique d'ALAN !

En résumé, beaucoup d'inquiétudes et d'incertitudes chez les agents pour une communication désastreuse de notre administration !



Ne lâchons rien !



Je me syndique à la CGT Finances Publiques 93

Bulletin à renvoyer par courrier :
Local syndical CGT
Centre des Finances Publiques
29 rue Parmentier
93100 Montreuil

ou par e-mail :
cgt.ddip93@dgip.finances.gouv.fr

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Numéro DGFIP :
Grade : Échelon :
Temps Partiel :
Service et adresse administratives :
Adresse personnelle :
Signature : Date :

SOMMAIRE

- 1- EDITORIAL
- 2- Mobilisation au CFP MONTREUIL
- 3- Journée internationale
- 4- DOSSIER: Malaise à la DGFIP
- 5- PSC: Beaucoup d'interrogations



A l'heure où tombe les premières feuilles d'automne sur le 93, me revient en mémoire ces vers de Chant d'automne de Baudelaire « Adieu vive clarté de mes étés trop courts. C'était hier l'été ; voici l'automne ! ». disait Baudelaire.

Pour ceux d'entre-nous qui ont pu prendre des vacances, espérons que cette pause estivale vous aura permis de recharger ce que l'on pourrait appeler votre nappe phréatique de soi. Cette énergie nous sera utile pour les luttes à venir car un constat s'impose : nos vies professionnelles sont de plus en plus soumises à un rouleau compresseur de rationalisme gestionnaire. Le management algorithmique du néolibéralisme exige des travailleurs qu'ils s'adaptent sans cesse à un monde en perpétuelle mutation.

Dans ce contexte, le statut de fonctionnaire est devenu synonyme de rigidité et de coût.

À la DDFIP 93, que savent réellement les managers de ce que leurs agents accomplissent ? Sous l'influence d'une digitalisation omniprésente et l'obsession du chiffre, ces dirigeants sont devenus des experts du travail abstrait. Tout doit être mesuré, évalué, contrôlé, souvent au détriment de l'authenticité du travail. Ce phénomène rappelle la doctrine capitaliste de Taylor, où le chronomètre a désormais été remplacé par l'algorithme. La réalité n'est plus perçue que par des représentations chiffrées.

Cet été a également été marqué par l'annonce d'un budget austéritaire par l'ex-Premier ministre BAYROU. Une stratégie de communication anxiogène a été mise en place, visant à provoquer une peur et une sidération, dans l'espoir que cela faciliterait une acceptation plus large des politiques d'austérité par la population et les partis politiques. Pourtant, la réalité des chiffres est biaisée : la dépense publique en pourcentage de PIB n'a pas changé depuis 2017. La véritable question ne réside pas dans la

dépense, mais bien dans les recettes. Les crises qui se sont succédé - celle des subprimes en 2007, la pandémie de COVID-19 en 2020, et plus récemment, la hausse des prix de l'énergie consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie - ont mis à mal les finances publiques, conduisant l'État à compenser pour soutenir l'économie et préserver notre modèle social. À cela s'ajoute un choix politique assumé : une contre-révolution fiscale qui a favorisé les plus riches au détriment de l'ensemble de la population.

Ni les retraites (gelées), ni le traitement des fonctionnaires (bloqué) ; ni les services publics qui vacillent sous le poids d'une austérité constante ne sont responsables de l'envolée de la dette. Celle-ci résulte de crises extérieures et d'une contre-réforme fiscale qui a favorisé une minorité. Elle témoigne de l'échec de la politique économique axée sur des avantages fiscaux pour le capital. La croissance demeurant trop faible, les réductions d'impôts ont aggravé le déficit.

Un premier ministre a été écarté, un autre désigné, qui a déjà démissionné. Son gouvernement minoritaire a duré une nuit. Sa nouvelle mission en 48 heures chrono : trouver une plateforme de gouvernance. Pourtant, rien ne laisse présager un renoncement à la ligne de casse sociale actuelle. Cette démarche semble viser plus à maintenir un équilibre précaire qu'à rompre avec les orientations qui ont conduit à cette situation.

Une colère sociale monte, mais sans rapport de force, ce projet néolibéral demeurera inchangé. « C'était hier l'été ; voici l'automne ! ». Face à cette réalité, il est urgent de revendiquer un modèle social qui place l'humain au cœur des préoccupations. La clarté de nos étés peut sembler éloigné, mais elle doit nous encourager à défendre le collectif et l'avenir qui ne nous échappe pas.

CFP de MONTREUIL au coeur de la mobilisation



Les agents de CFP de Montreuil se sont mobilisés le 17 septembre afin de mener des actions concrètes pour exprimer les revendications que nous défendons depuis plusieurs mois déjà. Justice fiscale pour tous, réouverture des services au public en difficulté, hausse du point d'indice à 6€, arrêt des suppressions de poste, défense de la sécurité sociale... les sujets sont nombreux.

Décidé au préalable en HMI, nos valeureux camarades ont dans un premier temps pris lieu et place au niveau de l'entrée de service du bâtiment à 7h30. Ce fut l'occasion pour eux de distribuer des tracts et d'échanger ou avec les collègues sur les nombreuses préoccupations actuelles.

Rapidement rejoints par d'autres collègues, la joyeuse troupe s'est ensuite dirigé vers l'accueil ouvert au public ce jour-là afin de sensibiliser nos contribuables aux difficultés que nous rencontrons et pour partager nos revendications.

Ces moments d'échanges, de convivialités et de pédagogie rappellent que nous sommes tous concernés par les décisions politiques et hiérarchiques que nous subissons, que nous devons rester mobilisés et que tout est possible.

Chapeau bas les Montreuilloises et Montreuillois !

DOSSIER

MALAISE A LA DGFIP



SYNDROME FRANCE TELECOM aux Finances Publiques

Depuis le début de l'année, 13 suicides et 8 tentatives sont à déplorer aux Finances Publiques. Tout le monde s'émeut. La presse s'en est saisie. Mais comment en est-on arrivé là ? L'Administration cherche à se défaire de sa propre responsabilité.

Les Finances Publiques, depuis 2008, est l'Administration qui a subi le plus de suppressions d'emplois (près de 40 000 emplois détruits soit plus d'1/3 des effectifs). Les fermetures de services, les restructurations incessantes, la démetropolisation, la relocalisation ont contribué à perdre toute lisibilité dans l'avenir sur des Finances Publiques sur tout le territoire. Le manque d'effectif est la racine du mal-être.

A cela s'ajoute le management toxique qui conduisent les responsables à

exercer des pressions sur les agents car il faut répondre aux impératifs de l'Administration dans des délais toujours aussi contraints. Les récentes réformes mises en place (loi Dussopt d'août 2019) ont réduit les droits des agents.

Sur le 93, un suicide a eu lieu en début d'année sur le lieu de travail et une tentative. Les militants de la CGT FIP 93 sont confrontés au quotidien avec cette dérive mortifère. Mais en même temps, on essaye d'organiser les agents pour préserver leurs conditions de travail.

Sur le 93, par exemple, 2 délégations ont eu lieu pour dénoncer l'arbitraire et l'autoritarisme de certains responsables. A 2 reprises, nous avons pu échanger avec la Directrice Générale. 2025 a été décrété année de la santé mentale. Soit.

Mais au lieu de s'attaquer réellement à la racine du problème, on laisse perdurer une situation faite de tensions. Repli sur soi et perte de sens collectif sont les premiers symptômes que l'on observe.

Il n'en demeure pas moins qu'ils viennent en opposition avec les revendications : comblement de tous les postes vacants, arrêt des suppressions d'emplois, création d'emplois nécessaires à l'exercice de nos missions, arrêt des réorganisations et/ou restructurations.

Pour notre part, nous continuerons à organiser la résistance pour stopper cette politique qui nie l'humain et qui ne le respecte pas. Et ce n'est pas l'IA qui va combler ce vide.



LES STATISTIQUES COMME ARME DE GESTION Pression sur les agents, destruction de nos missions

Depuis plusieurs années, les directions locales et nationales de la DGFIP multiplient les indicateurs chiffrés. Sous couvert « d'objectivation » du travail, ces statistiques deviennent en réalité un outil de pilotage managérial qui dénaturent nos missions et mettent les agents sous pression permanente.

La CGT Finances Publiques 93 dénonce avec force cette logique destructrice : loin d'améliorer le service public, elle contribue à le dégrader et à vider de son sens nos métiers.

Ces chiffres, présentés comme « objectifs », ne disent rien de la réalité de nos métiers. Ils masquent le manque de moyens, les suppressions de postes et les réorganisations incessantes. Pire encore, ils servent à « mettre les services et les agents en compétition », créant une rivalité artificielle et un climat délétère.

Au quotidien, on nous demande de « faire du chiffre » : Nombre de dossiers traités,

Délais de réponse, Volume d'appels décrochés, etc. Et si les objectifs ne sont pas atteints, la responsabilité est renvoyée sur les agents. Les services sont mis en concurrence les uns avec les autres avec la publication des chiffres mensuellement, renforçant la division plutôt que la solidarité.

Ces données, brandies comme des preuves de performance, ne disent rien de la qualité du service rendu, ni des conditions dans lesquelles il est assuré. Elles ignorent la réalité : le manque de moyens humains et matériels, les réorganisations permanentes, la complexité croissante des situations rencontrées.

Cette méthode malsaine dégrade nos conditions de travail, pousse à la course aux chiffres et détourne notre énergie de nos vraies missions.

Résultat : nous passons plus de temps à « remplir des tableaux » qu'à exercer nos métiers au service de la justice fiscale et de

l'accompagnement des usagers. Les statistiques deviennent un alibi pour justifier la casse du service public et présenter comme de la « productivité » ce qui n'est en réalité qu'une perte de sens.

Derrière les chiffres : la destruction programmée de la DGFIP, la conséquence est claire :

- * Course aux dossiers au détriment de la qualité,
- * Perte de sens dans nos métiers,
- * Moins d'accueil pour les usagers,
- * Moins de présence dans les territoires,
- * Plus de souffrance au travail pour les agents.

La bataille contre l'utilisation managériale des statistiques est une bataille pour défendre nos missions, nos conditions de travail et l'intérêt général. Ensemble, organisons la résistance, faisons entendre notre voix, et refusons que les chiffres remplacent le sens du service public.

17 octobre

Journée internationale
pour l'élimination de la
pauvreté

Le 17 octobre 1987, une centaine de milliers de personnes se sont rassemblées au Palais du Trocadéro à Paris pour manifester et célébrer la première Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. D'ailleurs, ce lieu n'avait pas été choisi au hasard. En effet, il accueillit l'Assemblée générale des Nations Unies qui adopta en 1948 la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce rassemblement était destiné à rendre hommage aux victimes de l'extrême pauvreté, de la violence et de la faim. Des militants de tous les pays ont ainsi réaffirmé ce jour-là que la pauvreté était une violation des droits de l'homme et qu'une action commune devait être menée pour faire en sorte que ces droits soient respectés. Depuis lors, des personnes de toutes origines et de toutes croyances se rassemblent chaque année le 17 octobre pour réitérer leur engagement et manifester leur soutien envers les pauvres. Nous, CGT Finances Publiques 93, partageons ces valeurs d'humanisme et de solidarité.